

ARTICLE 3, octobre 2012

L'environnement dénaturé à Bali (1) :

Décors, déroutes et déchets pour un mal-développement assuré



A gauche, photo d'une manifestation pour la protection de l'environnement à Jakarta en juin 2012 (source : Kompas). A droite, panneau lumineux à l'occasion d'une campagne d'affichage pour inciter les touristes et les habitants, à Padang Bai, dans le sud-est de Bali, à réutiliser leurs bouteilles d'eau en plastique.

A Bali, en 2012, les superlatifs s'invitent dans toutes les conversations : trop de véhicules, trop de monde, trop de déchets, trop de plastique, trop de touristes, etc. Par conséquent, et c'est la suite logique, on entend aussi : pas assez de routes et de transports en commun, pas assez de poubelles et d'incinérateurs, et peut-être bientôt, pas assez d'espaces verts et respirables, ou encore pas assez de quotas pour les touristes ou les Javanais qui se poussent aux portes du paradis...

On n'en est pas là mais l'échéance fatidique se rapproche dangereusement. Bali a connu le temps de la bombe, voici maintenant celui de la déroute. Car des routes il en manque et la bombe actuelle est de nature plus démographique qu'intégriste. Alors, l'île n'est pas au bord de l'explosion mais bien de l'engorgement. Humain et routier. Y circuler, dans le sud, rappelle davantage, une escapade dans les faubourgs de Jakarta ou sur le périph' parisien. Pour relier Kuta à Sanur via Denpasar, ou aller du temple de Mengwi à l'aéroport de Tuban, il faut s'armer de patience et même de sagesse. Tout en subissant un bon lot de stress et de fatigue. De résignation surtout.

Dans ces coins sur-fréquentés, enfourcher une moto relève autant de la témérité que de l'inconscience. Pourtant, voyager à moto – ce tombeau à deux-roues et à ciel ouvert – reste sans doute l'un sinon le meilleur des moyens de découvrir les sentiers battus ou reculés de Bali. Avec ses risques et périls afférents.



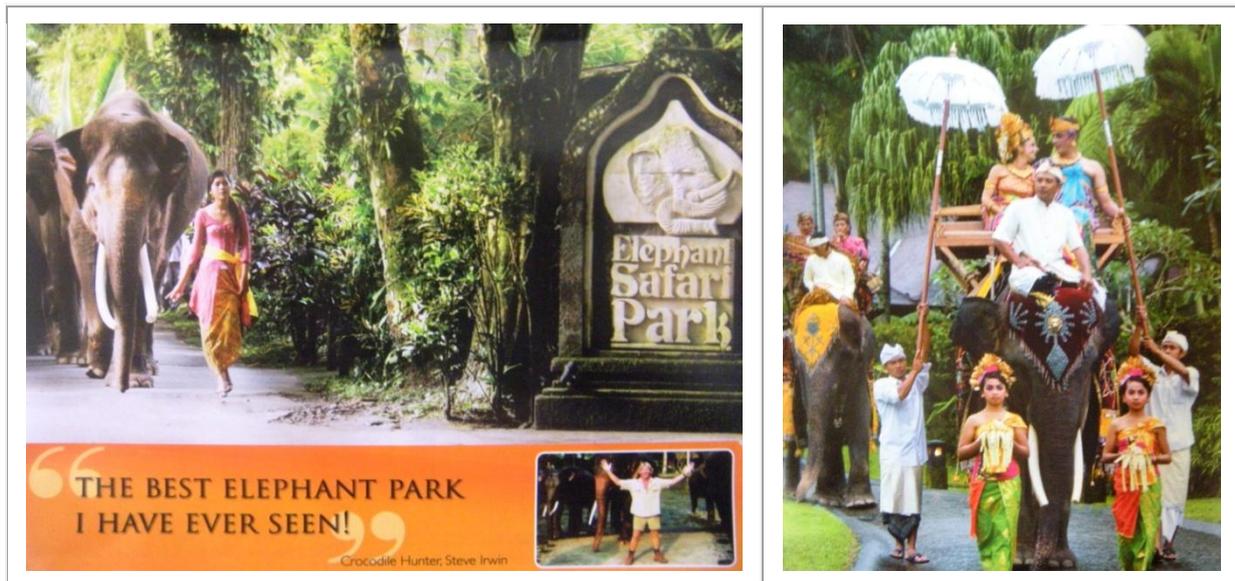
Bali est devenue un parfait laboratoire pour le greenwashing. A gauche, deux publicités – parmi beaucoup d'autres – pour des activités dites écos : cuisine bio et cyclotourisme en milieu rural. A droite, deux brochures, non pas pour des séjours en Italie, mais pour des séjours dans des établissements spécialisés versés dans l'activité spa, très en vogue ces dernières années dans l'île du bien-être bio-bobo-écologique autant que celle des dieux hindous.

Le développement dans une impasse

En 1976, au moment où émergeait la doctrine du « tourisme culturel », Willard A. Hanna s'inquiétait déjà, il le rapporte dans ses *Bali Chronicles*, de l'augmentation rapide du nombre de touristes étrangers dans l'île : 300.000 en 1976 (contre 100.000 en 1973). A ses yeux, la production de riz ne peut en aucun cas suivre cette cadence et la projection des 300.000 touristes prévus en 1976 « n'est pas spécialement rassurante au regard de l'intégrité spirituelle du futur paysan balinais transformé en produit touristique, de l'étudiant diplômé contraint de devenir beach boy ou bar girl, ou des musiciens, danseurs et acteurs qui se doivent d'adapter leurs représentations culturelles en fonction des standards des discothèques et autres night-clubs » (cf. Hanna Willard A., *Bali Chronicles*, Ed. Periplus, 2004, 1976). Hanna serait bien surpris de l'état des lieux et des chiffres actuels ! Pour l'année 2012, près de 3 millions de touristes étrangers et presque le double de touristes nationaux devraient visiter la petite île engorgée, au total donc plus de 8 millions de visiteurs sur une île grande comme un peu plus que la moitié de la Corse. Et à Bali

habitent aussi quatre millions de Balinais (en comparaison, à peine 300.000 habitants en Corse ; et les Balinais étaient 2 millions au milieu des années 1970)... Un seul exemple chiffré illustre ici le défi qui attend les Balinais au tournant de leur développement touristique chaotique : dans l'hôtellerie, on sait que l'offre explose bien plus que la demande, et l'île a comptabilisé 16.000 chambres supplémentaires durant la période 2009-2011, une augmentation totalement disproportionnée et dénuée de toute logique, y compris sur un plan strictement économique ; cette hausse est d'autant plus scandaleuse quand on connaît les limites des ressources naturelles actuelles : moins de terres, moins d'eau, moins d'électricité, etc.

La seule question démographique suffit ici à démontrer l'ampleur du problème touristique auquel les Balinais sont aujourd'hui confrontés. L'impasse est inévitablement au bout de la route du développement touristique à tout-va. Désormais, deux vérités qui dérangent mais n'en sont pas moins vraies, émergent : un, il est devenu bien plus urgent de préserver la nature que la culture à Bali ; deux, l'île ne vit plus en 2012 à l'heure du fameux « tourisme culturel » mais – et cela que les autorités politiques ou les opérateurs touristiques le reconnaissent ou non n'y changera rien – à l'heure du tourisme de masse. Ainsi, tout ce que nombre de prédécesseurs soucieux de l'avenir de l'île – étrangers et Balinais – ne souhaitaient pas voir advenir est en train de survenir à une vitesse grand V... A la fin des années 1970, le mot d'ordre était « *Tourism for Bali, not Bali for Tourism* ». Il a aujourd'hui vécu. De plus en plus traitée comme une marchandise, certes pas encore vulgaire, la culture balinaise n'est plus certaine de pouvoir survivre longtemps. Les créations *packagées* et les mises en scène folkloriques orchestrées pour les touristes mènent tout droit au déracinement culturel avec son lot de crises sociales et de perte de repères. Un destin dont les Balinais devraient rapidement mesurer la triste portée.



Elephant Trek & Elephant Man. A Taro, au nord d'Ubud, un Elephant Safari Park propose un bon nombre d'activités autour des éléphants – du trek sur leur dos à la naissance de bébés pachydermes – sans oublier des mariages arrangés à dos d'éléphants... Ici la brochure touristique montre une Balinaise en habit traditionnel avec un éléphant de Sumatra, et une photo de jeunes mariés grimés et déguisés, hautement perchés pour l'occasion.

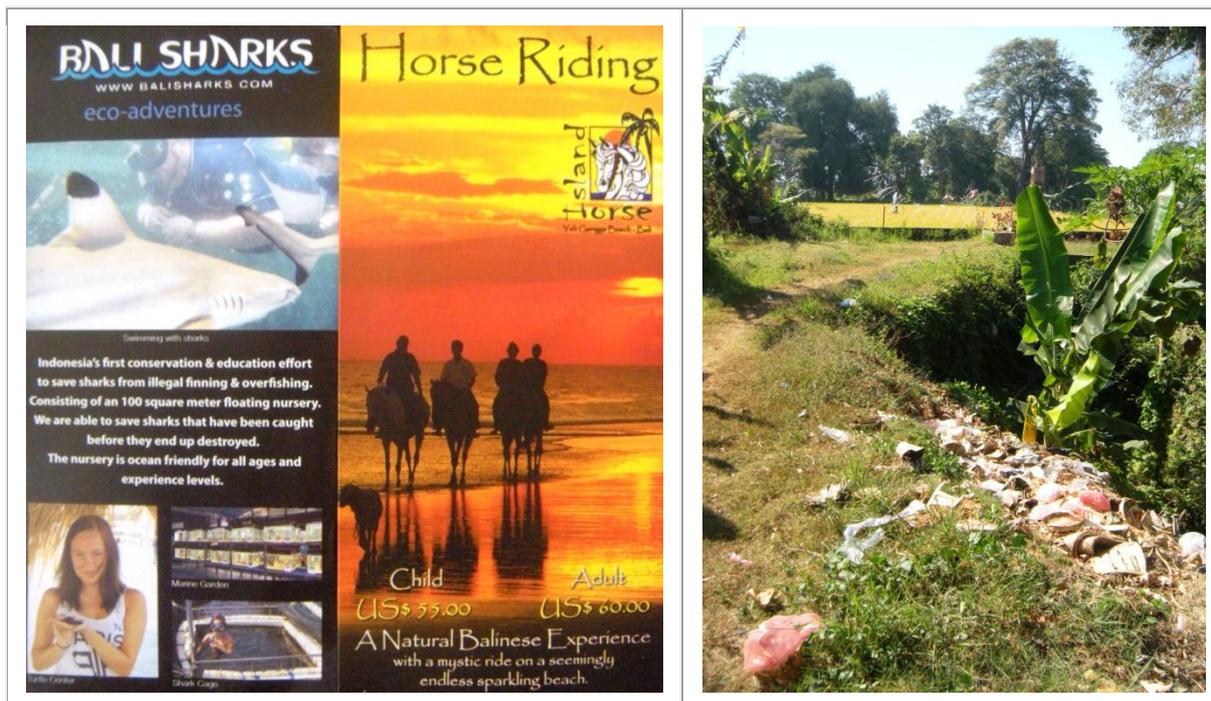
On arrive de nos jours à Bali bien plus pour faire du business que pour se rendre à des cérémonies, plus pour s'éclater en surf ou à la bière que pour partager le quotidien des Balinais, plus pour faire du shopping sur des marchés aseptisés que des balades sur des chemins de terre... La terre d'ailleurs il n'y en a plus beaucoup. On a construit dessus après qu'on l'ait vendue. Quant aux rizières les plus photogéniques, elles restent épargnées, mais pour combien de temps ? Si la culture connaît peut-être un sursis discutable, la nature, elle, est en train d'agoniser. Un seul exemple mais emblématique : se baigner au large de la célèbre plage de Kuta n'est sans doute pas la meilleure chose à faire pour préserver sa bonne santé mais, chut, il ne faut surtout pas le dire (ou l'écrire !) car cela ferait fuir les précieuses devises...

A l'aube du 3^e millénaire, avec la décentralisation et la démocratisation – qui riment à Bali avec libéralisation et non pas avec libération – le tournant décisif vers un tourisme de masse surgit après la période trouble des attentats (surtout 2002 et dans une moindre mesure 2005), une époque où le tourisme a fortement décliné, montrant par là-même aux habitants à quel point ils étaient devenus dépendants des recettes de ce secteur économique aussi prometteur que volatile. Combien de jeunes ont délaissé le travail harassant des rizières pour opter pour un *job* subalterne mais plus « relax » dans le tourisme ?

Depuis 2006 et 2007, les chiffres du tourisme explosent tandis que les derniers garde-fous s'effondrent. « *Il faut bien vivre avec son temps* » ai-je entendu de la bouche d'un Balinaise d'Ubud qui considère que, sa culture étant immuable, ce sont

« maintenant les affaires qu'il faut monter et l'économie qu'il faut booster ». Et la nature ? « C'est une psychose typiquement occidentale, comme depuis l'aube des temps, tout s'arrangera car la nature est omniprésente à Bali et plus forte que les hommes »... Certes. Mais ce n'est pas une raison pour jeter les sachets plastiques – également omniprésents – dans les rizières comme dans les rivières, et un peu partout sur le bord des routes. Trop souvent, sans doute par facilité ainsi que par fierté assez déplacée, les Balinais rendent responsables les étrangers – touristes et expatriés occidentaux ou asiatiques, mais aussi les autres Indonésiens, à commencer par les migrants originaires de Java et de Lombok – de tous les maux liés à la pollution et aux déchets. Pour nombre d'autochtones, les montagnes d'ordures et de plastique qui jonchent le sol ou le sable aux abords des sites touristiques ne sont pas de leur fait, la faute revient aux « autres ». Il faut pourtant d'abord balayer devant sa porte...

Renvoyer la faute sur les autres et les voisins n'est pas une spécificité balinaise mais il faut reconnaître que, dans l'île, ce genre d'accusation est particulièrement fréquent. Le mauvais exemple vient même de haut puisqu'il provient parfois des instances dirigeantes, comme par exemple de la part de ce responsable provincial chargé de la gestion des ordures, à Kuta dans le sud de Bali, il y a quelques années, et cité dans un article de *Time* repris par l'Australien Malcolm Scott dans un essai récent, rédigé au vitriol et durement titré *Bali Raw* : « Ces ordures qui inondent la plage de Kuta proviennent entièrement de l'extérieur de Bali. Rien n'a été produit localement, tout vient d'ailleurs que de Kuta. Kuta est seulement une victime (...). Aussi, il y a beaucoup de plastique dont l'origine ne provient en aucun cas de Kuta. Nous espérons également que les Indonésiens de l'extérieur vont arrêter de jeter leurs déchets dans la mer en faisant ainsi de Kuta une victime » (cf. Scott Malcolm, *Bali Raw*, Ed. Monsoon Books, 2012). Ces propos affligeants sortis de la bouche d'un (ir)responsable balinais illustrent aussi le fossé qui souvent existe entre les discours officiels (avec la protection de l'environnement toujours en bonne place), parfois contradictoires, et les pratiques plus officieuses qu'officielles, nettement moins glorieuses.



Le tourisme culturel a vécu. Place au tourisme d'aventure pour tous. A gauche, deux prospectus vantant l'un une « eco-adventure » auprès des requins et l'autre une promenade à cheval présentée comme une « natural balinese experience ». Des requins, des chevaux... et des éléphants. Typiquement balinais... A droite, des déchets jonchent le sol à l'arrière d'un temple hindou et au loin on voit le plastique qui décore la rizière. L'histoire, la religion, la culture et l'agriculture, domaines chers au tourisme culturel, sont en passe de laisser la main au tourisme dit d'aventure mais surtout de shopping et de divertissement. Le parc d'attraction, avec ses activités spectaculaires, attire même plus d'amateurs que le traditionnel trek dans les rizières... Le « beach walk » n'est plus une promenade au crépuscule le long d'une plage immaculée mais l'arpentage de boutiques prisées par la nouvelle élite fortunée du voyage. D'ailleurs, pourquoi le romantisme échapperait-il à la belle marchandisation en marche ?



Spéculation immobilière et corruption à tous les étages gangrènent le développement touristique de Bali. A gauche, le tout récent Beach Walk – un shopping mall nouvelle tendance, à la fois zen, vert et ouvert – vient d'ouvrir au début de l'été 2012 en face de la plage de Kuta. A droite, sur les hauteurs de Bedugul, au centre de Bali, un immense resort – dont le projet avait jadis été commandité par le clan Subarto – est resté à l'abandon depuis la chute de la dictature, faute de repreneur. Pourtant, depuis l'avènement de la démocratie, l'argent sale continue à circuler plus que jamais, à Bali comme un peu partout dans l'archipel indonésien. Si le premier s'intègre bien mieux dans l'environnement que les usines à touristes que les consortiums chinois ou jakartanais ont construit à deux pas, le second édifice, quant à lui, dégrade depuis plus de vingt ans, le beau paysage montagneux de Bedugul.

Des routes pour avancer et des pistes pour changer de voie

En attendant que les autorités s'attellent aux urgentes tâches écologiques qui les attendent, les mêmes autorités, mais chargées du développement touristique, continuent à promouvoir Bali sous toutes les coutures, sans prendre conscience des menaces en cours, le tout en vendant l'image immuable d'un Bali pacifique et paradisiaque. On note au passage que ces clichés idylliques sont également fort bien véhiculés par la plupart des guides de voyage et des agences touristiques. Il n'est pas trop tard pour passer à l'action même s'il faudra s'activer rapidement. Car à trop tarder, c'est la poule aux œufs d'or (*le tourisme*) qu'on déplume avant de la donner à frire à la mode locale (*ayam goreng*). Il est vrai qu'un proverbe populaire asiatique dit on ne peut plus clairement que « *le tourisme peut nourrir ta famille mais il peut aussi brûler ta maison* ». Sédentaires ou temporaires, tous les résidents de Bali – des locaux aux étrangers, en passant par les visiteurs de passage – devraient donc se mettre dare-dare au boulot... Sinon, le paradis ressemblera à l'enfer.

Peut-on pour autant prédire que « *Bali c'est fini* », comme le laisse supposer le titre de l'article, au demeurant intéressant et lucide, de Bruno Philip paru dans *Le Monde* en juillet 2012 ? La fin n'est pas vraiment proche, et cela fait presque un siècle que des artistes ou des intellectuels ont signé sans trop comprendre l'acte de décès de ce malade qui refuse obstinément de mourir... à moins qu'il ne renaisse perpétuellement de ses cendres, en bonne logique hindoue ? Mais si la fin n'est qu'au stade de l'annonce, le temps du sursis, lui, est déjà arrivé. Largement entamé même. Et si tous les ingrédients du jardin d'Eden sont effectivement réunis à Bali, Bruno Philip a raison d'écrire qu'il y a maintenant « *le feu au paradis* ». Ce n'est certainement pas la déforestation quasi totale, déjà ancienne de l'île, qui contredit ce constat amer. Toutefois, le constat établi par le journaliste ne relève point du *scoop*, et chacun peut voir par lui-même, les transformations radicales qui sont en cours au paradis. En cause les excès connus du tourisme de masse et la consommation quasi hystérique des Indonésiens – Balinais compris – qui semblent pressés de découvrir les mauvaises vertus du capitalisme sauvage. Evidemment, ces causes en appellent d'autres, et vont droit vers un désastre écologique majeur. Alors le *leitmotiv* des voyageurs malhonnêtes ou des touristes irresponsables consiste à profiter au maximum de l'exotisme de ce terrain de vacances avant qu'il ne soit définitivement trop tard. Sans verser dans la nostalgie qui n'a pas sa place ici, il reste évident que le passage du tourisme culturel au tourisme de masse ces dernières années est, et sera plus encore, lourd de conséquences pour les Balinais. Surtout lorsque les hordes touristiques boudront progressivement cette destination...

A Bali, la forte pression démographique sur le peu de ressources naturelles disponibles a d'ores et déjà atteint un seuil critique. Le développement touristique, l'urbanisation rapide, l'essor du trafic automobile, les nouvelles constructions ou infrastructures transforment de fond en comble le paysage balinais. Tant naturel que culturel. On se demande d'ailleurs si Walter Spies, entre deux grues et un mur de béton, y reconnaîtrait encore quelque chose, et si Miguel Covarrubias ne verrait pas en tout Balinais un expert avisé de l'industrie des services ou un docile serviteur de la civilisation des loisirs, plutôt qu'un artiste né de tendance pacifiste...



Terres à vendre. Le sud de Bali a été bien sacrifié, désormais le nord et l'est voient aussi leurs terres disparaître.

« On n'a rien sans rien » nous enseigne froidement la sagesse populaire. A Bali, les touristes et les autochtones se multiplient à l'image des ordures qui s'amoncellent un peu partout, dégradant au passage ce pour quoi – le vert à la fois flashant et calmant des rizières et la nature somptueuse si souvent mise en peinture – les visiteurs viennent précisément ici. Plus de 150 tonnes de déchets sont produits par jour, dont 30% d'entre eux sont non biodégradables. Au quotidien, un luxueux hôtel utilise en moyenne entre 400 et 600 litres d'eau par chambre. Mais les aberrations les plus délirantes dans le domaine du gaspillage de l'eau relèvent des golfs : la plupart d'entre eux abîment les paysages balinais sans pour autant pourvoir de manière satisfaisante à de réels emplois pour les autochtones.

Si le golf international, aux capitaux surtout japonais, qui se situe non loin du lac Bratan, reçoit naturellement beaucoup d'eau de pluie, compte tenu de son emplacement, le scandale est plus manifeste sur le Bukit, cet appendice calcaire localisé dans l'extrême sud de l'île, où l'eau est par contre naturellement rare et le sol terriblement aride tout au long de l'année. Sur cette terre désolée, les nantis jouent au golf sur un vaste terrain dont l'eau doit être drainée depuis la région plus au nord, où l'or bleu est précieux pour irriguer les rizières, et par conséquent

nourrir une partie de la population locale. Mais les golfeurs, concentrés dans leurs efforts, et qui sont souvent de patentés dirigeants politiques, poursuivent leur parties de jeu, avant d'aller faire, pour certains, de la figuration à un séminaire local sur la pollution alarmante dans le sud de Bali ou encore discourir brillamment devant une docte assemblée réunie lors d'un énième sommet international « pour » l'environnement en Asie, qui se tiendrait par exemple à Denpasar. Mais il est vrai, qu'à ce niveau de l'échelle sociale, où l'objectif premier est d'échapper à toute accusation de corruption et non de sauvegarder la planète, ces gens-là – à l'instar de leurs richissimes prédécesseurs remarquablement reçus à l'école du clan Suharto – ne sont plus à une ou deux contradictions près.



Dans la Gazette de Bali, mensuel francophone publié dans l'île, on peut trouver une publicité pour pratiquer du quad sur place et quelques pages plus loin une annonce de la journée internationale du triangle de corail (pour la protection des fonds marins en Indonésie) dans lequel le mensuel est d'ailleurs partie prenante. Devant la toute-puissance de l'argent-roi, et ici de l'importance que prennent les annonceurs-payeurs, l'industrie touristique tout comme le pouvoir des médias multiplie les incohérences, notamment quand il s'agit de questions environnementales : faire la promotion du quad tout en se targuant de préserver la nature revient à faire un sacré grand écart... Mais l'éthique n'a pas vraiment sa place dans le monde d'aujourd'hui.

Le manque d'eau potable devient crucial, l'ONG indonésienne WAHLI considère d'ailleurs qu'en 2015, demain donc, le seuil critique sera atteint. Bruno Philip nous apprend que, chaque année, 700 hectares de terrain sont convertis en hôtels, résidences, et en infrastructures routières. Plus grave encore, poursuit le journaliste : « 13.000 mètres cubes d'ordures sont déversés chaque jour dans les décharges publiques, et seule la moitié d'entre elles est recyclée. Des embouteillages monstres créés par un trafic à l'essor incontrôlable engorgent de nombreuses artères : 13% de voitures de plus par an et une augmentation de seulement 2,28% de routes carrossables » (cf. Philip Bruno, « Tourisme : Bali, c'est fini ? », *Le Monde*, 20 juillet 2012). Plus exactement, le *Jakarta Post* précise que le nombre de véhicules augmente chaque année de 12,42%, contre une croissance de 2,28% du réseau routier. Près de 4 millions de Balinais utilisent

1,55 millions de véhicules dont 71,81% de motos, 19,39% de voitures particulières, 9,1% d'utilitaires et seulement 0,88% de véhicules de transport en commun. En outre, on relève qu'à l'été 2012, 35 nouvelles voitures et 100 deux-roues seraient immatriculés chaque jour, sans compter les véhicules extérieurs à l'île, des faits accablants qui vont jusqu'à faire dire au gouverneur Made Mangku Pastika que ce sont « *les raisons pour lesquelles Bali est de plus en plus engorgé par le trafic routier* ».

C'est assez scandaleux, il faut bien en convenir, de voir un tel trafic et autant de nouveaux motorisés en route, et surtout un tel taux aussi minable de transports publics, sur une île vouée à un tel dynamisme touristique-économique ! D'autant plus lorsque l'on sait que, dès 2008, la Banque mondiale avait fortement recommandé aux autorités de développer un véritable réseau de transports en commun, capable de couvrir 70% des véhicules en circulation. Mais, comme disent si souvent les Indonésiens friands d'acronymes : *NATO* (ou *OTAN...*), autrement dit « *No Action Talk Only* » ! Bref, les projets se multiplient mais rien n'est vraiment fait ou abouti... Des actions, pas vraiment les meilleures, sont en gestation : le gouvernement balinais a décidé au cours de l'été 2012 de construire quatre autoroutes payantes afin de décongestionner la circulation. Cela ne sera pas facile, les terres et les temples encombrant cette piste de développement routier et le soutien populaire est loin d'être acquis ; quant à l'autoroute du sud, dans le tronçon de Benoa, elle contribuera à tuer un peu plus, tout en énervant les écologistes qui manifestent déjà, le reste de mangrove qui subsistait difficilement dans le sud de Bali. Pourtant, avec une population qui annuellement atteint voire dépasse les 11 millions d'habitants, résidents et touristes inclus, les faux pas de ce développement se paieront chers... Les quatre voies sont Denpasar-Jembrana, Kuta-Seririt (via Tanah Lot), et les deux autoroutes nommées *Canggu highway* (dans le sud) et *Purnama Beringkit highway* (dans l'est). Un autre projet est dans l'air, si l'on peut dire, il s'agit de la création prochainement d'un second aéroport international, au nord, à Buleleng, toujours dans le but de désengorger le sud qui est au bord de l'explosion. Mais cela fait des lustres que cette piste d'aéroport dans le nord est évoquée sans que jamais, pour l'instant, le moindre début de concrétisation ne pointe à l'horizon.

D'ici quelques années, en tout cas, le sol des Balinais tremblera peut-être mais ne sera à coup sûr plus jamais le même. Pour ne parler que d'eux, les *subak* (traditionnelles associations hydrauliques), essentiels pour la gestion des terres et récemment reconnus par l'Unesco au titre du patrimoine mondial, entreront dans une phase de sursis plus grave encore... Effets d'annonces contre des faits têtus : à grands renforts de publicité toute politique, de nouveaux bus ont été mis en circulation, avec même des promesses de transports gratuits, mais dans les faits,

qu'il s'agisse de ces tant attendus transports en commun ou de la gratuité mise en avant, rien de tout cela ne semble réellement se concrétiser... Le monopole des taxis attendant le chaland à l'aéroport de Tuban commence aussi à exaspérer beaucoup de monde, notamment les usagers... Comment se fait-il qu'aucun service de transport public, simple mais digne de ce nom (comme les minibus Damri à Jakarta ou ailleurs dans le pays), ne soit capable à Bali de desservir les voyageurs ? Même l'aéroport d'Ambon, dans les lointaines et complexes Moluques, parvient à se montrer plus efficace dans l'acheminement des voyageurs de/vers l'aéroport. Incontestablement endémique, la corruption ne peut cependant tout expliquer. Combien de temps faudra-t-il encore patienter ?

Les esprits locaux commencent à s'échauffer, et à la fin de l'été 2012, plusieurs événements illustrent que l'explosion du trafic n'évitera peut-être pas une explosion sociale. La colère monte chez les manifestants écologistes qui, de plus en plus actifs et c'est un bon début de conscientisation de la société civile balinaise, ont réussi à faire reculer le gouvernement dans sa destruction programmée de la mangrove dans le secteur de construction de la voie rapide payante reliant Benoa à Nusa Dua. Une première qu'on peut saluer, surtout que paraît en même temps une nouvelle étude d'impact environnemental sur ce projet routier controversé. Mais nulle raison de pavoiser, les travaux d'excavation dégradant la mangrove ont certes été stoppés le 22 août, mais déjà la pollution de la mangrove et de la mer s'affiche plus alarmante en raison de l'excavation réalisée, sans oublier que les militants n'ont finalement obtenu qu'un sursis temporaire... Les écologistes de la section balinaise de l'ONG WALHI (en français, « *les amis balinais de la terre* ») exigent également que des contrôles stricts soient effectués sur l'utilisation de l'eau dans les hôtels et les villas. Lors d'une enquête interne, les environnementalistes ont recensé plus de mille villas avec piscines attenantes dans le seul secteur prisé par les touristes et les expatriés de la région de Badung. La prise de conscience, actuellement qu'à ses débuts, ne se fera évidemment pas sans conséquences dommageables pour l'industrie touristique. Le paradis balinais risquerait-il de plus en plus de ressembler à une bulle dorée mais sous cloche ? A un éden, plus policé que polisson, placé sous étroite surveillance environnementale et autre, policière qui sait ? Difficile de prédire l'avenir.

Focalisés sur l'argent du tourisme, et de la spéculation jointe, les responsables économiques et politiques locaux prendront-ils un jour le risque de défendre le bien public et la nature pour tous plutôt que leurs juteuses affaires personnelles ? Pas sûr. Il existe cependant de rares dirigeants balinais conscients de la dégradation de

l'environnement et qui tentent, tant bien que mal, de faire face. Deux récents exemples montrent que, malheureusement, discourir n'est pas forcément agir.

1) Les autorités essaient, depuis belle lurette, d'imposer une loi au niveau régional qui oblige les investisseurs/constructeurs à garder un espace libre de 150 mètres entre par exemple un hôtel et la plage, et de 5 kilomètres entre un hôtel et un temple hindou... Même votée, cette législation traîne les pieds car les responsables politiques, qui sont aussi voire surtout des acteurs économiques locaux, y voient bien plus d'inconvénients que d'avantages. Ainsi, les *bupati* (l'équivalent à peu près des préfets en France) en exercice à Bali s'évertuent plus à gagner de l'argent, pour investir à leur tour dans le sillage de leurs prédécesseurs ou tout simplement pour rembourser leurs frais de campagne électorale... Inconsciemment aussi, les autorités misent tout dans le développement touristique à court terme, pour mieux parvenir à leurs pitoyables fins, ce qui est un vrai risque pour l'avenir insulaire. Comme le souligne justement le député balinais Ketut Adyana, interrogé par Bruno Philip, « *les responsables locaux n'ont aucune vision à long terme* ». Le prix de ce mépris risque aussi de s'avérer coûteux.

2) Le gouverneur Made Mangku Pastika qui, même si lui aussi traîne ses casseroles (divers monopoles dans les transports, douteux investissements familiaux...), peut-on d'ailleurs procéder autrement lorsqu'on brigue un mandat politique en Indonésie ?, est sans doute et malgré cela l'un des gouverneurs les plus brillants et réellement soucieux du futur de Bali. Inquiet de l'évolution en cours, au début de l'année 2011, il a décrété un moratoire interdisant les nouvelles constructions dans les endroits protégés et dans les sites (touristiques ou non) trop fortement urbanisés. A long terme en effet, à n'y prendre garde, le gris du ciment peut remplacer le vert des rizières dans tout le sud de l'île... Dans ce cas aussi, les investisseurs et promoteurs de tout acabit, nationaux ou étrangers, n'y trouvent pas leur compte et tout conduit déjà à penser que cette initiative louable de la part du gouverneur en place (et qui ne se représentera plus !) finisse au fond d'un tiroir...



Manifestation de militants écologistes (de l'organisation WALHI ou Forum Indonésien sur l'Environnement) devant le bureau du gouverneur de Bali, à Denpasar, le 15 août 2012. La contestation porte sur la construction de l'autoroute payante de Benoa. En effet, la mangrove, ici vitale pour l'écosystème, et qui résiste encore dans le sud, ne supportera pas le choc de ce développement routier de grande ampleur. Source : Jakarta Post, 16 août 2012. A droite, business as usual, la priorité reste le développement touristique, et pour cela, il faut des routes...

Pas plus pacifistes que d'autres, les habitants parfois se soulèvent lorsque leurs modes ou cadres de vie sont directement menacés. Ainsi, en mai 2012, dans la région où précisément je réside, les villageois unis pour une cause ont refusé un vaste et hasardeux projet hôtelier prévu de longue date autour du lac Buyan : la région de Buleleng (et son *bupati*), une fois n'est pas coutume, a joliment épaulé les militants écologistes balinais, en refusant la mise en route de ce projet controversé d'un luxueux *resort* de plus de cent hectares. Le pouvoir local a demandé explicitement au ministère des Forêts de ne pas redonner un droit de concession à l'entreprise Nusa Bali Abadi, chargée de ce projet. Le refus a été surtout motivé par la délicate question de l'eau qui, dans ce coin comme ailleurs, vient à drastiquement manquer. Pas la peine d'en rajouter... un *resort* géant ! Une autre raison invoquée a été la proximité de temples ainsi que de terres sacrées pour les hindous locaux. Un sursis a ici été gagné grâce à l'implication de la population locale, soutenue par les associations et leur préfet. Pastika, le gouverneur de Bali, a également montré sa satisfaction lorsque le ministre en charge a confirmé le refus (pour l'instant...) de mettre en chantier ce projet. Il faut rappeler aussi que, depuis 1983, au moins 25.000 hectares de forêts ont été abattus sur le sol balinais, soit un bon cinquième du couvert forestier de la province. C'est précisément dans ce coin montagneux que se trouve l'ultime et modeste partie de forêt primaire sur le territoire balinais.

De la montagne à la mer, les combats pour l'environnement se ressemblent. Selon des données récoltées par Greenpeace à propos des déchets jetés dans

l'océan, on apprend que 15% d'entre eux échouent sur les côtes, 15% dérivent à la surface, et 70% coulent au fond de l'eau. On relève aussi, toujours selon l'organisation écologiste, que l'Indonésie bat tristement des records de pollution maritime : il y aurait « *jusqu'à 29100 objets/km littoral retrouvés sur les côtes, et une concentration extrême de déchets gisent au fond de la mer en Indonésie avec 690000 objets/km²* » dans certains endroits... Ces chiffres, certes difficilement vérifiables, donnent évidemment le tournis mais ils ne semblent point alarmer outre mesure les autorités indonésiennes, en charge ou non des questions environnementales. Dans les mers autour de Bali, la pollution de l'eau est donc forte : dans l'île même l'eau est rare et manque de plus en plus aux habitants, sans occulter le fait qu'elle est aussi polluée. Les autochtones en rationnent dorénavant l'accès et le volume, comme j'ai pu le constater dans mon propre village de montagne, depuis déjà trois ans maintenant. Surtout, ils s'organisent, voire pour les plus éclairés anticipent une pénurie, à la fois annoncée et durable.

Ne nous voilons cependant pas la face. Le manque et plus encore la pollution de l'eau ne proviennent pas uniquement des hôtels et des golfs, loin de là, n'en déplaise aux Balinais qui, trop souvent, légitiment leur inaction en accusant par facilité les étrangers et autres touristes : déjà bien avancée, la déforestation – aussi provoquée par la collecte de bois morts ou non – et surtout la mauvaise gestion des déchets par les autochtones, et cela de la part des villageois comme des autorités (in)compétentes, contribuent fortement à rendre l'eau rare et souvent impropre à la consommation courante. Insecticides et pesticides viennent également hypothéquer l'avenir des sols et de l'eau. La mode actuelle du bio apporte cependant un peu d'air frais et une note d'espoir. Dans cet amas de constats déplorable, émerge aussi un début de prise de conscience, certes encore timide et plus individuelle que collective, mais cela est à signaler. Il reste que des rivières du milieu rural et montagnard autour de Kintamani jusqu'aux forêts de mangrove à Benoa dans le sud, la pollution de l'eau devient globale... Combien de fois, près d'une cascade à Munduk ou à Gitgit, dans un ruisseau à Gianyar ou dans une rizière de Sidemen, ai-je trouvé des piles de toutes les tailles, des sachets en tout genre, des cannettes ou des bouteilles même pas vides, bref des emballages à n'en plus finir ? A partir d'un moment aussi, résigné et/ou écœuré, hélas, on s'habitue à ce qu'il ne faudrait pas. Pas facile lorsqu'il ne faut pas non plus oublier de vivre.

Mais si à l'avenir, les autochtones, comme l'ensemble des résidents insulaires, ne souhaitent pas se résigner à survivre plutôt qu'à vivre, il leur faudra, dès aujourd'hui, apprendre à vivre autrement. Avec la nature. Avec le monde.

Franck Michel